

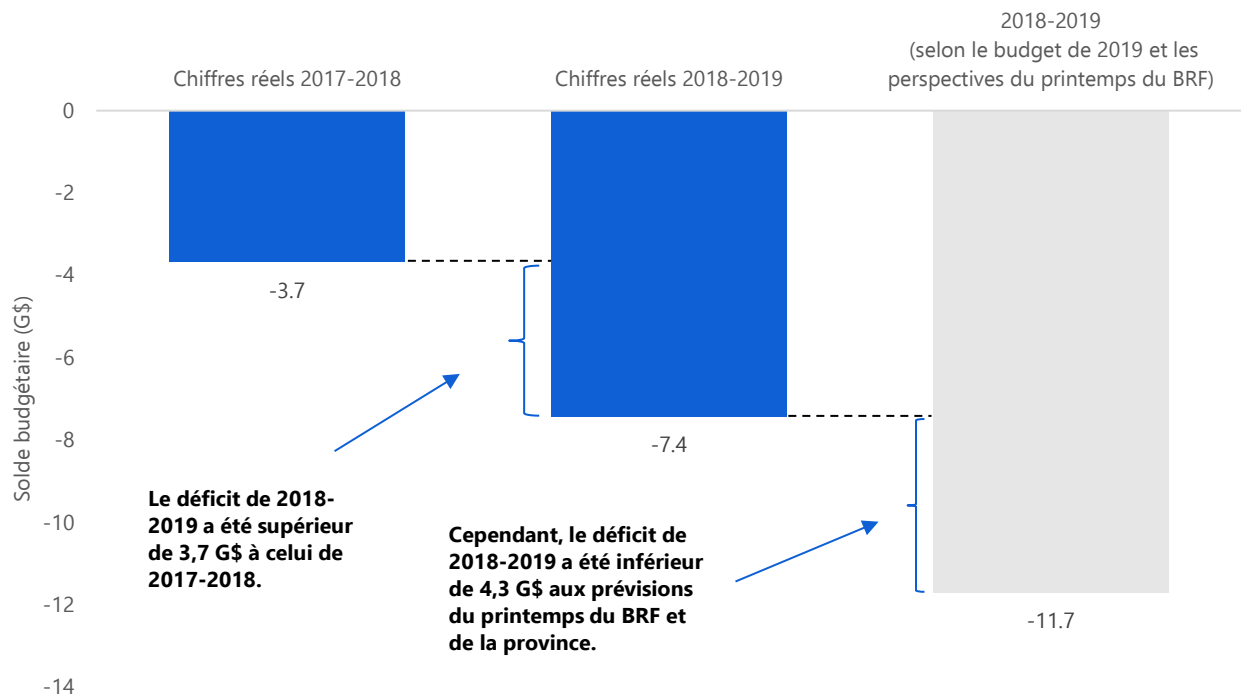
## Analyse du déficit 2018-2019 de l'Ontario

D'après les Comptes publics de l'Ontario, la province a affiché un déficit réel de 7,4 milliards de dollars en 2018-2019, le double du déficit de 3,7 milliards de dollars enregistré en 2017-2018. Or, il s'avère que le déficit réel de 2018-2019 est de beaucoup inférieur au déficit de 11,7 milliards de dollars prévu par le BRF et par le gouvernement au moment de la publication du budget de l'Ontario de 2019.

Le présent commentaire décrit les facteurs qui sont à l'origine de la hausse relativement forte de 3,7 milliards de dollars du déficit sur 12 mois et montre que cette hausse est en grande partie attribuable aux choix stratégiques du gouvernement précédent et du gouvernement actuel, y compris l'annulation du Programme de plafonnement et d'échange et l'augmentation des dépenses liées aux subventions à l'électricité.

Le commentaire examine également la baisse exceptionnellement importante de 4,3 milliards de dollars du déficit réel de 2018-2019 par rapport à la projection du budget de 2019<sup>1</sup>, attribuable en grande partie à des revenus plus élevés que prévu.

### Le déficit de l'Ontario a grimpé de 3,7 milliards de dollars en 2018-2019, 4,3 milliards de moins que la projection du budget



Sources : Comptes publics de l'Ontario 2018-2019 et budget de l'Ontario de 2019.

<sup>1</sup> Le budget de 2019 désigne les chiffres de l'exercice précédent (2018-2019) comme étant des « chiffres provisoires ».

## Examen de la hausse sur 12 mois du déficit de l'Ontario en 2018-2019 : les dépenses ont augmenté plus vite que les revenus, doublant le déficit

En 2018-2019, l'Ontario a affiché un déficit budgétaire de 7,4 milliards de dollars, soit le double du déficit de 3,7 milliards de dollars enregistré en 2017-2018. L'augmentation relativement marquée du déficit est le résultat d'une croissance modeste des revenus, combinée à une augmentation relativement importante des dépenses de programmes. Les décisions stratégiques du gouvernement actuel et du gouvernement précédent ont contribué à la lente augmentation des revenus ainsi qu'à la hausse des dépenses l'an dernier.

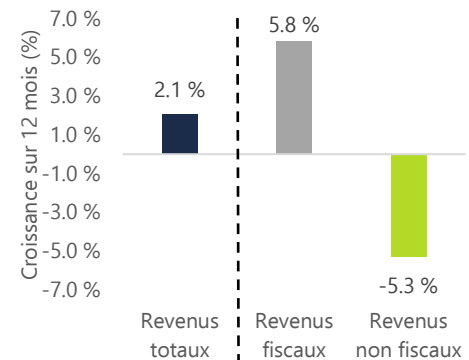
### Les décisions stratégiques ont affaibli la croissance des revenus

Les revenus totaux de l'Ontario ont augmenté légèrement de 2,1 % en 2018-2019, résultat d'une hausse étonnamment forte de 5,8 % des revenus fiscaux, contrebalancée par une baisse de 5,3 % des revenus non fiscaux. Le fléchissement des revenus non fiscaux reflète un certain nombre de décisions stratégiques, notamment la perte de revenus découlant de l'annulation du Programme de plafonnement et d'échange, la fin de la redevance de liquidation de la dette, la diminution des ventes d'actifs et une réduction ponctuelle du bénéfice net d'Hydro One.

#### Croissance étonnamment forte des revenus fiscaux

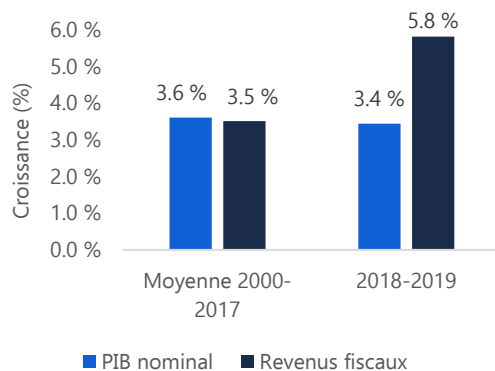
Les gains de revenus fiscaux reflètent généralement la croissance économique. De 2000 à 2017, les revenus fiscaux ont augmenté de 3,5 % par an en moyenne, correspondant à une croissance moyenne de 3,6 % du PIB nominal.

#### Une chute des revenus non fiscaux a neutralisé la hausse étonnante des revenus fiscaux en 2018-2019



Sources : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

#### Hausse étonnante des revenus fiscaux en 2018-2019



Sources : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

Toutefois, en 2018-2019, ils ont crû de 5,8 % (soit 5,8 milliards de dollars), bien au-delà de la croissance estimée de 3,4 % du PIB nominal.

Cette croissance plus élevée que prévu s'explique surtout par des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés de beaucoup supérieures aux prévisions. L'impôt sur le revenu des particuliers a également fait preuve d'une vigueur surprenante en 2018-2019, augmentant de 7,5 %. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une baisse des droits de cession immobilière causée par l'affaiblissement du marché de la vente de logements.

## Les décisions stratégiques du gouvernement ont réduit les revenus non fiscaux en 2018-2019

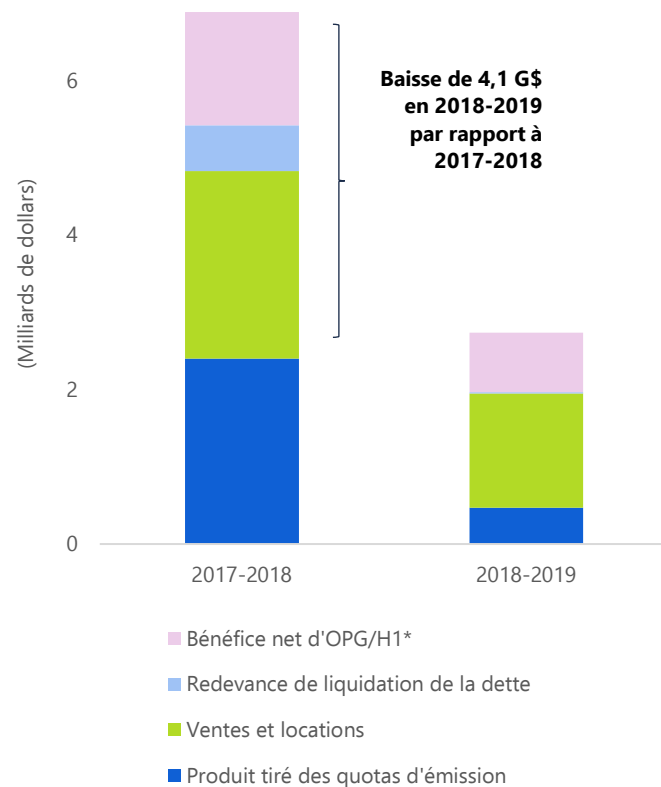
Les revenus non fiscaux<sup>2</sup> ont chuté de 5,3 % (ou -2,7 milliards de dollars) en 2018-2019 en raison de plusieurs décisions stratégiques importantes du gouvernement précédent et du gouvernement actuel.

En juillet 2018, la province a mis fin au Programme de plafonnement et d'échange, qui avait permis de générer des revenus grâce à la vente aux enchères de droits d'émission pour financer les dépenses liées aux initiatives de réduction des gaz à effet de serre. La fin du programme de plafonnement et d'échange a entraîné une baisse de 1,9 milliard de dollars des revenus en 2018-2019 par rapport à 2017-2018.<sup>3</sup>

Dans le cadre de la vente partielle d'Hydro One par la province, le gouvernement a vendu 20 % des actions d'Hydro One en 2017-2018<sup>4</sup>, faisant grimper temporairement les revenus issus des ventes et locations au cours de cet exercice. La diminution des ventes d'actifs en 2018-2019 a entraîné une réduction de 0,9 milliard de dollars des revenus issus des ventes et locations comparativement à 2017-2018.

Une autre conséquence de la vente partielle d'Hydro One a été une décision de la Commission de l'énergie de l'Ontario ayant entraîné une réduction ponctuelle de 0,4 milliard de dollars des revenus que la province a reçus de cette société en 2018-2019.<sup>5</sup>

### Les décisions stratégiques ont réduit les revenus non fiscaux en 2018-2019



\* Nota : Comprend le bénéfice net d'Ontario Power Generation, d'Hydro One et de Brampton Distribution Holdco Inc.

Sources : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

<sup>2</sup> Cela comprend les transferts du gouvernement fédéral, les revenus des entreprises publiques et d'autres revenus non fiscaux, comme les frais de service.

<sup>3</sup> Le BRF a estimé que l'annulation du Programme de plafonnement et d'échange de l'Ontario avait ajouté 841 millions de dollars nets au déficit de 2018-2019, car la province a renoncé aux revenus sans pour autant annuler tous ses programmes de dépense. De plus, la province a subi des coûts de réduction progressive des activités, et plusieurs des programmes de dépense annulés finançaient des projets d'infrastructure qui ne permettront pas à la province de réaliser des économies immédiatement. Voir le rapport de 2018 du BRF intitulé [Plafonnement et échange : Examen financier de la décision d'annuler le Programme de plafonnement et d'échange](#).

<sup>4</sup> Le BRF estime que l'émission secondaire d'actions en 2017-2018 a produit des revenus d'environ 0,7 milliard de dollars. Voir le [rapport de 2018](#) du BRF pour des précisions.

<sup>5</sup> La vente partielle d'Hydro One a généré un actif d'impôts différés de 2,8 milliards de dollars. La Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO) a décidé que 38 % de ce gain devait être attribué aux usagers. Hydro One a interjeté appel de cette décision devant la Cour divisionnaire, mais elle a été déboutée. Hydro One a donc dû verser 867 millions de dollars aux usagers en 2018-2019, abaissant temporairement son bénéfice net (voir les Comptes publics de 2018-2019, page 86). Comme le gouvernement est propriétaire de 47 % d'Hydro One, l'incidence nette sur le déficit de la province s'établissait à environ 400 millions de dollars. Voir le [rapport de 2018](#) du BRF sur la vente partielle d'Hydro One pour des précisions.

De plus, la redevance de liquidation de la dette<sup>6</sup> a été retirée des factures d'électricité non résidentielles le 31 mars 2018, ce qui a donné lieu à une baisse permanente des revenus non fiscaux de 0,6 milliard de dollars à compter de 2018-2019.

Ensemble, ces quatre sources de revenus non fiscaux ont reculé d'un montant combiné de **4,1 milliards de dollars** en 2018-2019. Cette baisse a plus que neutralisé l'augmentation de 1,4 milliard de dollars des autres sources de revenus non fiscaux, ce qui a entraîné une diminution de 2,7 milliards de dollars des revenus non fiscaux totaux en 2018-2019. Consulter l'annexe A pour des précisions.

## Les subventions à l'électricité, un facteur clé de la forte augmentation des dépenses en 2018-2019

Les dépenses de programmes ont augmenté de 4,5 % (ou 6,4 milliards de dollars) en 2018-2019, et les dépenses de chacun des cinq plus grands ministères ont augmenté considérablement sur 12 mois.

Charges des ministères	2017-2018 (M\$)	2018-2019 (M\$)	Variation sur 12 mois (M\$)	Croissance sur 12 mois (%)
<b>Dépenses de programmes</b>	142 363	148 751	6 388	4,5 %
Santé et Soins de longue durée	59 066	61 511	2 445	4,1 %
Éducation *	28 998	30 425	1 427	4,9 %
Services sociaux et communautaires	12 264	12 767	503	4,1 %
Enseignement supérieur et Formation professionnelle	11 104	11 869	765	6,9 %
Énergie	3 496	4 899	1 403	40,1 %
<i>Dont : programmes d'atténuation des tarifs d'électricité</i>	<i>2 834</i>	<i>4 242</i>	<i>1 407</i>	<i>49,7 %</i>
Tous les autres ministères	27 435	27 280	-155	-0,6 %
<b>Intérêt sur la dette</b>	11 903	12 384	481	4,0 %
<b>Charges totales</b>	154 266	161 135	6 869	4,5 %

\* Les charges du ministère de l'Éducation comprennent le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Sources : Comptes publics de l'Ontario 2018-2019 et BRF.

<sup>6</sup> La redevance de liquidation de la dette (RLD) était une redevance payable sur l'électricité consommée en Ontario et remplaçait une partie des frais de service de la dette auparavant incluse dans les factures d'électricité avant la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Le gouvernement a retiré la RLD des factures résidentielles en janvier 2016.

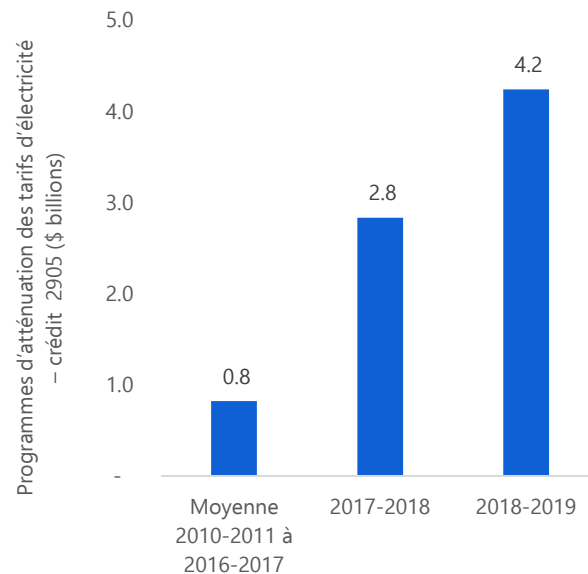
Ce sont les dépenses du ministère de l'Énergie qui ont augmenté le plus rapidement, en grande partie en raison du coût nettement plus élevé des subventions à l'électricité. Le gouvernement a dépensé 4,2 milliards de dollars pour subventionner les prix de l'électricité en 2018-2019, soit une augmentation de près de 50 % par rapport aux 2,8 milliards de dollars consacrés à ces subventions en 2017-2018.<sup>7</sup>

Les dépenses du ministère de la Santé et des Soins de longue durée ont augmenté de 4,1 % (ou 2,4 milliards de dollars) en 2018-2019. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du financement des hôpitaux<sup>8</sup> et à des dépenses plus élevées au titre des programmes de médicaments attribuables à l'instauration de l'Assurance-santé Plus.<sup>9</sup>

Les dépenses au titre de l'éducation ont augmenté de 4,9 % en 2018-2019, soit une hausse de 1,4 milliard de dollars.<sup>10</sup> L'augmentation du financement des conseils scolaires a été le principal moteur des dépenses d'éducation, au même titre que les dépenses pour les services de garde d'enfants et les programmes de la petite enfance.<sup>11</sup>

Les dépenses de tous les autres ministères ont diminué de 0,2 milliard de dollars en 2018-2019, surtout en raison de la baisse des dépenses des ministères des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation et de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique ainsi que de celles du Secrétariat du Conseil du Trésor.<sup>12</sup> Consulter l'annexe B pour des précisions.

### Le coût des subventions à l'électricité a atteint 4,2 milliards de dollars en 2018-2019



Sources : Comptes publics de l'Ontario et BRF.

<sup>7</sup> Cette hausse reflète l'incidence des dispositions du Plan pour des frais d'électricité équitables, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017, pour un premier exercice financier complet. Ces coûts sont conformes au traitement comptable que la vérificatrice générale a recommandé pour ce plan. Bon nombre des dispositions du plan ont été appliquées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 et ont eu une incidence partielle pendant l'exercice 2017-2018. De plus, une croissance des coûts de production de l'électricité et de la demande d'électricité en 2018-2019 a entraîné une hausse de la subvention nécessaire pour respecter l'engagement pris en vertu du plan de limiter les hausses des factures d'électricité au taux d'inflation. Voir le document [Analyse des retombées financières du Plan ontarien pour des frais d'électricité équitables](#) du BRF.

<sup>8</sup> Les dépenses des réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS, crédit 1411) ont connu une hausse de 1,2 milliard de dollars en 2018-2019, et le financement des hôpitaux compte pour les deux tiers des dépenses des RLISS. Voir le document [Budget des dépenses 2019-2020 : Ministère de la Santé et des Soins de longue durée](#) du BRF.

<sup>9</sup> L'Assurance-santé Plus a fait augmenter les dépenses au titre des programmes de médicaments de l'Ontario en 2018-2019. Voir [Secteur de la santé de l'Ontario](#), un rapport du BRF publié en 2019, pour des précisions.

<sup>10</sup> Y compris les dépenses associées au Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

<sup>11</sup> Les charges totales du programme d'éducation élémentaire et secondaire (crédit 1002 finançant les conseils scolaires) ont augmenté de 1 milliard de dollars en 2018-2019.

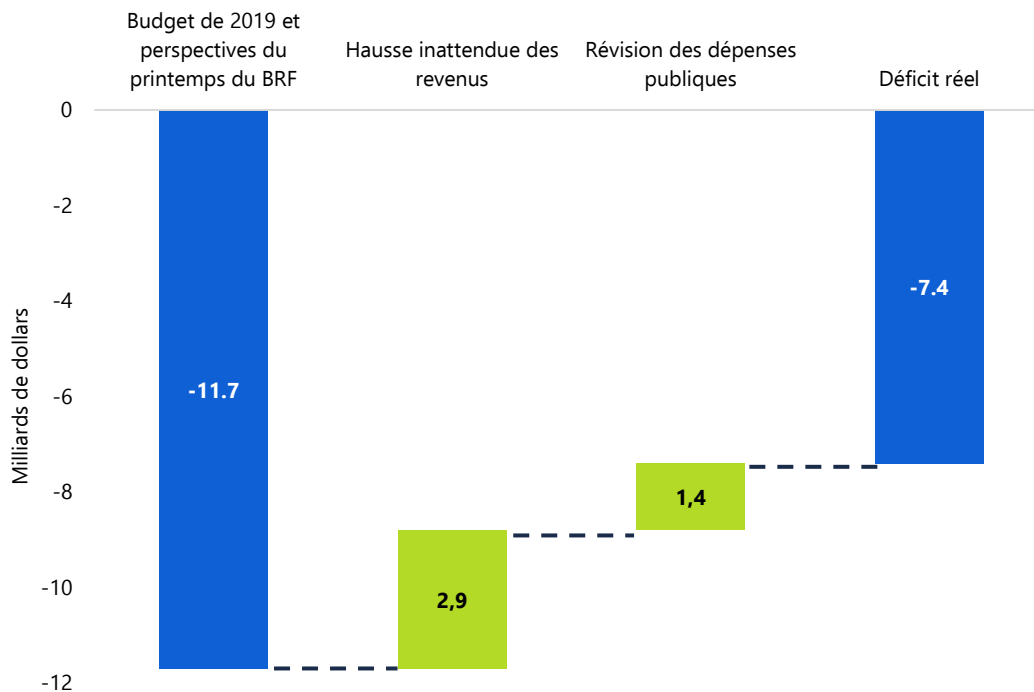
<sup>12</sup> En 2017-2018, la province a enregistré un règlement ponctuel de 1,1 milliard de dollars au titre des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation, ce qui a entraîné une chute de 900 millions de dollars des dépenses en 2018-2019.

## Comparaison entre les résultats réels de l'Ontario en 2018-2019 et les projections budgétaires de 2019 : des revenus plus élevés et des dépenses plus faibles que prévu ont abaissé le déficit

Dans ses Perspectives économiques et budgétaires du printemps 2019, le BRF prévoyait un déficit de 11,7 milliards de dollars pour 2018-2019, ce qui correspondait aux chiffres provisoires du budget de l'Ontario de 2019. Or, les Comptes publics de l'Ontario de 2018-2019 font état d'un déficit budgétaire réel de 7,4 milliards de dollars au cours du dernier exercice, soit 4,3 milliards de dollars de moins que ce qu'avaient prévu le BRF et le gouvernement de l'Ontario.

La baisse exceptionnellement importante<sup>13</sup> du déficit de 4,3 milliards de dollars, par rapport aux projections du printemps, résulte de l'augmentation de 2,9 milliards de dollars des revenus – en grande partie attribuable à un bond marqué des rentrées au titre de l'impôt des sociétés – et de dépenses de programmes inférieures de 1,4 milliard de dollars aux projections contenues dans le budget de 2019.

### Baisse du déficit de l'Ontario en 2018-2019 grâce à des revenus supérieurs aux prévisions et à la révision des dépenses publiques



Sources : Comptes publics de l'Ontario 2018-2019 et BRF.

<sup>13</sup> La variation du déficit de 2018-2019 entre les chiffres provisoires du budget de 2019 et les chiffres réels présentés dans les Comptes publics a été la plus importante de la dernière décennie, selon une méthode comptable uniforme.

La plus grande partie de la hausse de 2,9 milliards de dollars par rapport à la projection du BRF est attribuable à trois sources de revenus. L'impôt des sociétés pour 2018-2019 a été de 1,4 milliard de dollars (ou 9,3 %) plus élevé que prévu, l'impôt sur le revenu des particuliers a augmenté de 0,4 milliard de dollars et les revenus des entreprises publiques ont dépassé les attentes de 0,6 milliard de dollars.

De même, les dépenses totales selon les Comptes publics de 2018-2019 étaient inférieures de 1,4 milliard de dollars aux prévisions du budget de 2019, principalement en raison de dépenses plus faibles que prévu dans les ministères de la Santé et des Soins de longue durée, de l'Éducation et de l'Environnement, ainsi que des fonds de prévoyance non dépensés.<sup>14</sup>

Les Comptes publics ayant fait état d'un déficit de 7,4 milliards de dollars en 2018-2019, le gouvernement a enregistré un déficit bien inférieur au montant prévu de 11,7 milliards de dollars dans le budget de 2019, surtout en raison de revenus supérieurs aux prévisions. Cependant, c'est incertain si ce dépassement des attentes sera maintenu au cours des exercices à venir.

Le gouvernement publiera un plan financier mis à jour intégrant les résultats définitifs pour 2018-2019 dans le prochain énoncé économique d'automne 2019, qui paraîtra le 6 novembre.

Edward Crummey  
Économiste principal  
[ecrummey@fao-on.org](mailto:ecrummey@fao-on.org)

David West  
Économiste en chef  
[dwest@fao-on.org](mailto:dwest@fao-on.org)

\* Avec la contribution de Sabrina Afroz et de Paul Lewis

Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario  
2, rue Bloor Ouest, bureau 900  
Toronto (Ontario) M4W 3E2

Pour toute demande de la part des médias, communiquer avec Victoria Coste au 647 519-5161 ou à [vcoste@fao-on.org](mailto:vcoste@fao-on.org).

## À propos du BRF

Établi en vertu de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*, le Bureau de la responsabilité financière (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question d'intérêt pour l'Assemblée législative de l'Ontario. Visitez notre site Web à l'adresse <http://www.fao-on.org/fr/> et suivez-nous sur Twitter à <https://twitter.com/InfoFAO>.

<sup>14</sup> L'allocation non dépensée au titre du fonds de prévoyance a entraîné une baisse des dépenses du Conseil du Trésor (crédit 3404). La réduction des dépenses en santé a été portée surtout par une baisse des paiements de transfert aux RLISS (crédit 1411), alors qu'en éducation, la baisse des dépenses était surtout attribuable à une réduction des transferts aux conseils scolaires (crédit 1002) et à des dépenses réduites au titre des programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance (crédit 1004).

## Annexe A : Revenus par source

	Chiffres réels 2017-2018 M\$	Chiffres réels 2018-2019 M\$	Variation sur 12 mois M\$	Croissance sur 12 mois %
<b>Revenus fiscaux</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	32 900	35 381	2 481	7,5 %
Taxe de vente	25 925	27 808	1 883	7,3 %
Impôt des sociétés	15 612	16 606	994	6,4 %
Impôt-santé des employeurs	6 205	6 544	339	5,5 %
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 883	6 171	288	4,9 %
Contribution-santé de l'Ontario	3 672	3 819	147	4,0 %
Droits de cession immobilière et impôt sur la spéculation pour les non-résidents	3 174	2 761	-413	-13,0 %
Taxe sur l'essence	2 701	2 709	8	0,3 %
Taxe sur le tabac	1 244	1 241	-3	-0,2 %
Taxe sur les carburants	760	774	14	1,8 %
Taxe sur la bière et le vin	601	603	2	0,3 %
Paievements tenant lieu d'impôts (électricité)	494	435	-59	-11,9 %
Composante de l'Ontario des droits d'accise fédéraux perçus sur le cannabis	-	19	19	
Autres impôts et taxes	552	653	101	18,3 %
<b>Total des revenus fiscaux</b>	<b>99 723</b>	<b>105 524</b>	<b>5 801</b>	<b>5,8 %</b>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>				
Transfert canadien en matière de santé	14 359	14 852	493	3,4 %
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	5 314	5 451	137	2,6 %
Paievements de péréquation	1 424	963	-461	-32,4 %
Entente sur le développement du marché du travail	672	719	47	7,0 %
Programmes d'infrastructure	1 065	605	-460	-43,2 %
Logement social	419	394	-25	-6,0 %
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges	314	390	76	24,2 %
Soins à domicile et santé mentale	116	329	213	183,6 %
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	234	296	62	26,5 %
Services de bien-être aux Autochtones	274	281	7	2,6 %
Apprentissage et garde des jeunes enfants	122	160	38	31,1 %
Expansion du bilinguisme	85	85	-	0,0 %
Aide juridique, droit criminel	64	64	-	0,0 %
Système de justice pénale pour les adolescents	52	53	1	1,9 %
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	63	-	-63	
Autres	283	448	165	58,3 %
<b>Total des transferts</b>	<b>24 860</b>	<b>25 090</b>	<b>230</b>	<b>0,9 %</b>
<b>Revenus des participations dans des entreprises publiques</b>				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 487	2 464	-23	-0,9 %
Régie des alcools de l'Ontario	2 207	2 276	69	3,1 %
Société ontarienne du cannabis	-6	-42	-36	600,0 %
Ontario Power Generation Inc./Hydro One Ltd.	1 464	772	-692	-47,3 %
<b>Total des revenus des participations dans des entreprises publiques</b>	<b>6 152</b>	<b>5 470</b>	<b>-682</b>	<b>-11,1 %</b>
<b>Autres revenus</b>				
Droits, dons et autres revenus provenant d'hôpitaux, de conseils scolaires et de collèges	8 309	9 237	928	11,2 %
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 912	1 991	79	4,1 %
Ventes et locations	2 450	1 477	-973	-39,7 %
Autres droits, permis et licences	819	861	42	5,1 %
Produit tiré des quotas d'émission	2 401	472	-1 929	-80,3 %
Redevances	290	251	-39	-13,4 %
Revenus de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	210	227	17	8,1 %
Recouvrements – Contrats d'approvisionnement en électricité	185	173	-12	-6,5 %
Remaniement des services locaux	138	138	0	0,0 %
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	74	41	-33	-44,6 %
Redevance de liquidation de la dette – électricité	593	15	-578	-97,5 %
Divers	2 478	2 733	255	10,3 %
<b>Total des autres revenus</b>	<b>19 859</b>	<b>17 616</b>	<b>-2 243</b>	<b>-11,3 %</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>150 594</b>	<b>153 700</b>	<b>3 106</b>	<b>2,1 %</b>

Source : Annexe 1 des Comptes publics de l'Ontario 2018-2019, pages 102 et 103. Les chiffres de 2017-2018 ont été retraités.



## Annexe B : Charges par ministère

	Chiffres réels 2017-2018	Chiffres réels 2018-2019	Variation sur 12 mois	Croissance sur 12 mois
	M\$	M\$	M\$	%
<b>Ministère</b>				
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	19	18	-1	-5,3 %
Enseignement supérieur et Formation professionnelle	11 104	11 869	765	6,9 %
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	989	1 066	77	7,8 %
Procureur général	1 686	1 714	28	1,7 %
Commission de régie interne	296	371	75	25,3 %
Services à l'enfance et à la jeunesse	4 116	4 419	303	7,4 %
Affaires civiques et Immigration	44	100	56	127,3 %
Services sociaux et communautaires	12 264	12 767	503	4,1 %
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 523	2 678	155	6,1 %
Développement économique et Croissance/Recherche, Innovation et Sciences	898	890	-8	-0,9 %
Éducation	27 339	28 747	1 408	5,2 %
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	1 659	1 678	19	1,1 %
Énergie	3 496	4 899	1 403	40,1 %
Environnement et Action en matière de changement climatique	715	560	-155	-21,7 %
Bureaux du corps exécutif	55	50	-5	-9,1 %
Finances	845	954	109	12,9 %
Intérêt sur la dette	11 903	12 384	481	4,0 %
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	506	510	4	0,8 %
Coûts des contrats d'achat d'électricité	191	173	-18	-9,4 %
Affaires francophones	6	6	0	0,0 %
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	569	567	-2	-0,4 %
Santé et Soins de longue durée	59 066	61 511	2 445	4,1 %
Relations avec les Autochtones et Réconciliation	1 208	289	-919	-76,1 %
Infrastructure	1 739	1 766	27	1,6 %
Commerce international	47	39	-8	-17,0 %
Travail	303	308	5	1,7 %
Affaires municipales et Logement	1 368	1 479	111	8,1 %
Richesses naturelles et Forêts	851	838	-13	-1,5 %
Développement du Nord et Mines	744	826	82	11,0 %
Affaires des personnes âgées	27	32	5	18,5 %
Condition féminine	27	22	-5	-18,5 %
Tourisme, Culture et Sport	1 582	1 545	-37	-2,3 %
Transports	4 452	4 713	261	5,9 %
Secrétariat du Conseil du Trésor	187	182	-5	-2,7 %
<i>Avantages sociaux et prestations de retraite</i>	1 442	1 165	-277	-19,2 %
<b>Total des charges</b>	<b>154 266</b>	<b>161 135</b>	<b>6 869</b>	<b>4,5 %</b>

Source : Annexe 4 des Comptes publics de l'Ontario 2018-2019, page 108. Les chiffres de 2017-2018 ont été retraités.